

1-2 - Budget initial 2021

BUDGET INITIAL 2021

NOTE DE L'ORDONNATEUR

Le projet de budget 2021 est présenté conformément aux règles prévues dans le décret n°2012-1246 du 7 Novembre 2012 relatif à la Gestion Budgétaire et Comptable Publique et mis en application au 1er janvier 2016. Il se conforme aux évolutions de présentations demandées dans la circulaire de juillet 2019, inchangées dans la circulaire de 2020.

Le cadre budgétaire impose la présentation du budget sous la forme de 4 enveloppes (personnel, fonctionnement, investissements et interventions). Les tableaux soumis au vote présentent deux natures de flux, les AE (autorisations d'engagements) et les CP (crédits de paiement).

Les AE représentent les autorisations maximales de dépenses que l'établissement peut engager juridiquement sur l'année.

Les CP représentent les crédits de paiement maximum que l'établissement peut décaisser dans l'année.

Ce budget s'inscrit comme la dernière année du Programme Pluriannuel d'Intervention en cours de l'établissement pour la période 2017-2021. Il conforte le niveau d'équilibre entre les acquisitions et les cessions foncières établi sur le PPI, et confirme notamment la forte activité résultant de la mise en œuvre de la convention cadre signée avec la région Normandie en 2017 concernant la réhabilitation des espaces délaissés pour atteindre 20 M€ en AE et CP.

Il doit également permettre, tout en tenant compte des engagements pluriannuels contractualisés avec la région, d'établir l'assise nécessaire à la définition du futur Programme Pluriannuel d'Intervention pour la période 2022-2026.

Le dossier de présentation comporte dix tableaux. Ils sont présentés dans l'ordre logique préconisé par la circulaire de Juillet 2020 en regroupant les tableaux relatifs :

- aux autorisations : budgétaires et emplois,
- à l'équilibre financier,
- à l'analyse de la soutenabilité.

L'analyse est faite en comparaison avec le budget 2020 rectificatif n°1 soumis à l'approbation du Conseil d'Administration fin Novembre 2020.

1. LES AUTORISATIONS BUDGETAIRES

1.1 TABLEAU 1 : AUTORISATIONS D'EMPLOIS (pour VOTE)

Le plafond d'autorisation d'emploi est désormais fixé en ETPT en application de la circulaire budgétaire.

L'autorisation d'emplois inscrite pour le budget initial et le budget rectificatif 2020 est fixée à hauteur de 77 ETPT.

Il n'est pas proposé d'évolution pour le budget initial 2021.

En conséquence, il est proposé un ajustement de la masse salariale brute annuelle 2021 (compte 641) à 3 470 000 € (Budget 2020 : 3 429 000 €).

La masse salariale 2021 a été calculée en tenant compte notamment :

- d'indemnités spécifiques liées notamment aux départs en retraite programmés et connus et à d'autres départs éventuels.
- d'une enveloppe pour le paiement des CET en augmentation compte tenu de l'évolution au fil des ans de l'alimentation de leurs comptes par les salariés.
- des augmentations générales et individuelles qui seront ajustées en cohérence avec l'indicateur frais de personnel des tutelles lorsque celui-ci sera précisé au Directeur Général.

1.2 TABLEAU 2 : AUTORISATIONS BUDGETAIRES (pour VOTE)

Ce tableau présente les dépenses et les recettes de l'établissement sous la forme suivante :

En dépenses quatre enveloppes : Personnel, Fonctionnement, Investissement et Interventions.

En recettes deux natures de recettes : les recettes globalisées et les recettes fléchées.

LES DEPENSES :

1.2.1 L'enveloppe Personnel

Elle présente un montant total en **AE et CP de 6 170 000 €** (budget initial et rectificatif 2020 en AE/CP : 6 088 000 €).

Elle comporte les rémunérations, les charges sociales patronales (mutuelle, prévoyance, Urssaf, pôle emploi, caisses de retraite), le comité d'entreprise, la médecine du travail, la crèche inter-entreprises, l'intéressement et l'abondement, les taxes et cotisations directement assises sur la masse salariale.

L'augmentation de l'enveloppe est la traduction des différentes évolutions et de leurs impacts selon l'évolution prévisionnelle des effectifs détaillée dans le tableau précédent. Elle intègre en particulier les évolutions salariales et charges afférentes en lien avec les évolutions relatées dans le tableau 1.

1.2.2 L'enveloppe fonctionnement

L'enveloppe présente un montant total :

- en AE : 48 216 080 € (budget 2020 initial : 48 146 300 € /rectificatif : 41 055 600 €)
- en CP : 45 376 500 € (budget 2020 initial : 45 969 300 € /rectificatif : 39 989 900 €)

Elle comporte :

- Les dépenses d'acquisitions foncières (« classiques » et portage immobilier) :

- en AE : 33 620 000 € (budget 2020 initial : 34 581 000 € /rectificatif : 26 700 000 €)
- en CP : 31 000 000 € (budget 2020 initial : 32 620 000 € /rectificatif : 26 845 000 €)

Les prévisions 2021 concernant l'action foncière prennent en compte :

- Une acquisition pour du portage immobilier d'entreprise : Le Manoir sur Seine pour 400 k€.
- Des acquisitions importantes en portage foncier, comme :
 - o 2 acquisitions sur le secteur de la Luciline pour un montant total d'environ 1,5 M€
 - o L'acquisition pour 2,35 M€, dans la continuité du projet de la ZAD Seine Sud de la Métropole de Rouen
 - o L'extension du périmètre de portage dans le secteur de la croix d'Yonville-Constantine pour 6,2 M€
 - o Une acquisition pour 1 M€ en partenariat avec le Conservatoire du littoral pour la préservation et l'aménagement du trait de côte.
- Des acquisitions dans le cadre du Fonds Partenarial de Restructuration pour l'Habitat pour un montant total de 230 K€ en AE et en CP.

- Les études liées à l'innovation

- en AE : 880 000 € (budget 2020 initial : 390 000 € /rectificatif : 139 000 €)
- en CP : 448 000 € (budget 2020 initial : 390 000 € /rectificatif : 39 000 €)

Cette augmentation significative est due en particulier au développement des études profitant aux petites centralités (200 k€ en AE et 300 k€ en CP).

- Les études « flash »

- en AE : 244 000 € (budget 2020 initial : 200 000 € /rectificatif : 179 000 €)
- en CP : 216 000 € (budget 2020 initial : 171 000 € /rectificatif : 213 000 €)

Ces études qui correspondent à des pré-études rapides financées par l'EPF à 100 % par ses fonds propres pour s'assurer de la faisabilité préalable des projets et en favoriser la réalisation.

Le besoin des collectivités pour cette nouvelle offre de service reste conséquent puisque 12 études sont déjà programmées pour le début 2021. Les enveloppes 2021 attestent que le dispositif répond à un besoin important; l'enveloppe des autorisations d'engagement tient compte de l'évolution proposée concernant le plafond autorisé.

- Les études du Fonds Partenarial de Restructuration pour l'Habitat :

- en AE : 80 000 € (budget 2020 initial : 78 000 € /rectificatif : 55 000 €)
- en CP : 90 000 € (budget 2020 initial : 98 000 € /rectificatif : 93 000 €)

- La gestion patrimoniale supportée par l'EPF :

- en AE : 425 000 € (budget 2020 initial : 535 000 € /rectificatif : 1 811 000 €)
- en CP : 575 000 € (budget 2020 initial : 243 000 € /rectificatif : 613 000 €)

La gestion patrimoniale comprend tous les frais afférents au portage du patrimoine conventionné de

l'établissement (visites, assurances et petits travaux d'entretien).

La baisse significative de l'enveloppe en AE s'explique par la notification du marché en 2020 pour une durée de 3 ans, Assurance dommages construction, ce qui signifie qu'il y aura peu de consommation d'AE en 2021. Cependant un nouveau marché sera notifié en 2021 concernant les visites du patrimoine de l'établissement pour un montant total de 400 k€.

- Les moyens généraux

- en AE : **3 914 080 €** (budget 2020 initial : 3 923 300 € /rectificatif : 3 746 600 €)

- en CP : **3 994 500 €** (budget 2020 initial : 4 008 300 € /rectificatif : 3 761 900 €)

Ils comportent :

- les coûts de fonctionnement liés à l'immobilier de l'établissement : charges de copropriétés pour les locaux de l'EPF, la location de l'antenne de Saint-Contest, les charges locatives) ;
 - en AE : 298 000 € (budget 2020 initial : 245 000 € /rectificatif : 282 000 €)
 - en CP : 298 000 € (budget 2020 initial : 275 000 € /rectificatif : 300 000 €)

- les coûts mobiliers (prestations d'entretien des locaux, location des photocopieurs, de la machine à affranchir, ...) :
 - en AE : 20 000 € (budget 2020 initial : 11 500 € /rectificatif : 11 500 €)
 - en CP : 11 000 € (budget 2020 initial : 11 500 € /rectificatif : 11 500 €)

- les véhicules (entretiens, réparations, assurances) :
 - en AE : 30 500 € (budget 2020 initial : 30 000 € /rectificatif : 60 000 €)
 - en CP : 60 500 € (budget 2020 initial : 58 000 € /rectificatif : 54 000 €)

- les frais de communication et de gouvernance interne et externe (actions de communication, communication pour le PPI..) :
 - en AE : 154 200 € (budget 2020 initial : 128 000 € /rectificatif : 107 800 €)
 - en CP : 154 200 € (budget 2020 initial : 113 000 € /rectificatif : 107 800 €)

- les frais de personnel spécifiques (intérimaires...) :
 - en AE : 2 000 € (budget 2020 initial : 0 € /rectificatif : 1 000 €)
 - en CP : 2 000 € (budget 2020 initial : 0 € /rectificatif : 1 000 €)

- l'informatique et les télécommunications (maintenance informatique, abonnement téléphonie fixe et mobile, liens et site internet,...) :
 - en AE : 166 530 € (budget 2020 initial : 141 100 € /rectificatif : 118 600 €)
 - en CP : 139 200 € (budget 2020 initial : 132 100 € /rectificatif : 118 600 €)

- la formation :
 - en AE : 55 000 € (budget 2020 initial : 91 000 € /rectificatif : 60 000 €)
 - en CP : 80 000 € (budget 2020 initial : 146 000 € /rectificatif : 85 000 €)

- les frais généraux liés au fonctionnement courant de l'établissement (affranchissement, documentation, électricité, publicité, carburant, déplacements, équipements de protection individuels, petits équipements, déménagements, ...) :
 - en AE : 264 850 € (budget 2020 initial : 287 700 € /rectificatif : 338 900 €)
 - en CP : 315 000 € (budget 2020 initial : 299 700 € /rectificatif : 314 400 €)

- les prestations externes (prestations externes juridiques, missions foncières, informatiques,

reprographie etc.) :

- en AE : 90 000 € (budget 2020 initial : 136 000 € /rectificatif : 83 300 €)
- en CP : 101 600 € (budget 2020 initial : 120 400 € /rectificatif : 86 100 €)

- les impôts et taxes (dont TVA non récupérable, les taxes foncières) :
 - en AE : 2 761 000 € (budget 2020 initial : 2 781 000 € /rectificatif : 2 631 000 €)
 - en CP : 2 761 000 € (budget 2020 initial : 2 780 600 € /rectificatif : 2 630 500 €)
- les charges financières (intérêts d'emprunts, pénalités sur marchés, annulation de recettes sur exercice antérieur, ...)
 - en AE : 72 000 € (budget 2020 initial : 72 000 € /rectificatif : 52 500 €)
 - en CP : 72 000 € (budget 2020 initial : 72 000 € /rectificatif : 53 000 €)

Les CP de l'enveloppe globale pour les moyens généraux augmentent par rapport au budget rectificatif 2020, mais restent inférieurs aux CP inscrits pour le budget initial 2020.

On notera que l'addition de l'enveloppe Personnel et des moyens généraux est de 10 164 500 pour 2021 en CP, comparativement à 10 096 300 € pour le budget initial 2020 et 9 849 900 € pour le budget rectificatif de la même année ; soit une augmentation inférieure à 1% par rapport au budget initial 2020.

Sur le PPI, ces enveloppes sont restées stables puisque le total de ces deux enveloppes était de 9,6 M€ pour le budget initial 2017, soit une évolution annuelle moyenne de 1,2%.

- Les participations en fonds propres de l'EPF aux dispositifs co-financés

- en AE : 9 053 000 € (budget 2020 initial : 8 439 000 € /rectificatif : 8 425 000 €)
- en CP : 9 053 000 € (budget 2020 initial : 8 439 000 € /rectificatif : 8 425 000 €)

Dans le détail, les prévisions des participations se répartissent de la façon suivante :

Etudes :

- en AE : 182 000 € (budget 2020 initial : 134 000 € /rectificatif : 517 000 €)
- en CP : 182 000 € (budget 2020 initial : 134 000 € /rectificatif : 517 000 €)

Etudes Innovation :

- en AE : 261 000 € (budget 2020 initial : 188 000 € /rectificatif : 188 000 €)
- en CP : 261 000 € (budget 2020 initial : 188 000 € /rectificatif : 188 000 €)

Observation foncière :

- en AE : 142 000 € (budget 2020 initial : 133 000 € /rectificatif : 94 000 €)
- en CP : 142 000 € (budget 2020 initial : 133 000 € /rectificatif : 94 000 €)

Friches (études et travaux) :

- en AE : 6 822 000 € (budget 2020 initial : 7 000 000 € /rectificatif : 7 000 000 €)
- en CP : 6 822 000 € (budget 2020 initial : 7 000 000 € /rectificatif : 7 000 000 €)

Fonds Partenarial de Restructuration pour l'Habitat :

- en AE : 230 000 € (budget 2020 initial : 251 000 € /rectificatif : 182 000 €)
- en CP : 230 000 € (budget 2020 initial : 251 000 € /rectificatif : 182 000 €)

Fonds de minoration foncière :

- en AE : 1 416 000 € (budget 2020 initial : 733 000 € /rectificatif : 444 000 €)
- en CP : 1 416 000 € (budget 2020 initial : 733 000 € /rectificatif : 444 000 €)

Les participations sont enregistrées en regard de la finalisation des dossiers. Elles présentent une augmentation en lien avec la participation accrue de l'EPF en fonds propres pour les dispositifs cofinancés.

L'enveloppe Investissement

Elle présente un montant total :

- en AE : 364 700 € (budget 2020 initial : 349 000 € /rectificatif : 199 760 €)
- en CP : 212 000 € (budget 2020 initial : 188 000 € /rectificatif : 151 400 €)

Elle correspond aux immobilisations incorporelles et corporelles.

Immobilisations incorporelles :

- les logiciels, ...

Immobilisations corporelles :

- le matériel informatique, les véhicules, le mobilier de bureau, les agencements, les acquisitions d'immeubles pour le fonctionnement de l'établissement, ...

Les enveloppes prévues sur 2021 intègrent la poursuite des renouvellements informatiques pour l'évolution numérique de l'établissement d'une part, et d'autre part le renouvellement d'une partie du parc de véhicules de l'EPF.

L'enveloppe Intervention

Elle présente un montant total :

- en AE : 19 299 000 € (budget 2020 initial : 21 250 000 € /rectificatif : 19 298 000 €)
- en CP : 21 567 000 € (budget 2020 initial : 21 265 000 € /rectificatif : 22 099 000 €)

Elle comporte les dispositifs d'intervention pour lesquels l'établissement agit en son nom et procède sur la base des décisions arrêtées par son conseil d'administration ; il s'agit donc des dispositifs d'interventions propres à l'EPF inscrits à son budget (montants totaux y compris la participation de l'EPF) : les études cofinancées pour lesquelles le dispositif est établi en amont (observation foncière, FPRH, études générales...), les friches (travaux et études).

Etudes :

- en AE : 899 000 € (budget 2020 initial : 800 000 € /rectificatif : 934 000 €)
- en CP : 1 120 000 € (budget 2020 initial : 800 000 € /rectificatif : 890 000 €)

Ces enveloppes prennent en compte le lancement prévu de de 3 études secteurs de gare, 4 études d'urbanisme classiques, 2 études centre-bourgs, 1 étude de renaturation Biodiversité ainsi qu'une

étude de requalification d'une zone artisanale obsolète.

Observation foncière :

- en AE : 400 000 € (budget 2020 initial : 450 000 € /rectificatif : 364 000 €)

- en CP : 447 000 € (budget 2020 initial : 465 000 € /rectificatif : 209 000 €)

L'enveloppe intègre en 2021 des études d'observations foncières dans le cadre redéfini du CPIER.

Friches :

- en AE : 18 000 000 € (budget 2020 initial : 20 000 000 € /rectificatif : 18 000 000 €)

- en CP : 20 000 000 € (budget 2020 initial : 20 000 000 € /rectificatif : 21 000 000 €)

Les prévisions en AE du budget initial 2021 marquent la fin des engagements prévus dans la convention d'intervention signée avec la région pour la période 2017-2021. L'activité Friches reste cependant très soutenue avec 20 M€ de prévisions de CP.

L'activité est marquée par des projets à fort impact budgétaire :

- L'immeuble Lavigerie à Caen pour 2,5 M€ en AE et 1 M€ en CP
- L'immeuble Sorano à Saint-Etienne-du-Rouvray pour 2,4 M€ en AE et CP
- L'ancien RPA et la salle Cassin au Havre pour 1,7 M€ en AE et CP.

Les recettes :

Les recettes globalisées

Elles comprennent :

- les cessions foncières : 32 700 000 € (budget initial 2020 : 30 000 000 € /rectificatif 33 524 000 €)
- la Taxe Spéciale d'Equipement pour 2020 revient à son niveau de début de PPI soit 12,97 M€.
- les revenus locatifs liés au patrimoine détenu par l'établissement : 276 500 € (budget initial 2020 : 497 500 € /rectificatif 276 500 €).
Le montant est estimé à la baisse en lien avec la délibération n°32 du CA du 5 Juillet 2019 pour la suppression des redevances 1/1000 et 3%.
- les participations et subventions des dispositifs d'interventions cofinancées participation des partenaires (hors friches et observations foncières qui sont des recettes fléchées) :
Elles sont ajustées- en lien avec les redéfinitions de répartition liées à la nouvelle convention région - pour un total de **5 993 400 €**, dont 2 089 000 € provenant des fonds propres de l'EPF (budget initial 2020 : 1 306 000 € /rectificatif 1 569 000 €).
- les remboursements : (les refacturations de taxes foncières et assurances, ..) : 2 080 000 € (budget initial 2020 : 2 080 000 € / rectificatif 2 080 000 €)
- les autres recettes : elles correspondent à des produits divers et de prestations de services (recettes financières, vente de matériaux, frais d'ingénierie...) :140 000 € (budget initial 2020 : 140 000 € / rectificatif 223 000 €)

Le total des recettes globalisées pour 2021 est de 54 157 400 € (budget initial 2020 : 47 653 400 € /rectificatif 50 679 000 €)

Les recettes fléchées

Elles comportent les subventions et participations affectées aux friches et à l'observation foncière.

Elles se décomposent à hauteur de 10 592 000 € (budget initial 2020 : 10 715 000 € /rectificatif 10 775 000 €) de participations des partenaires pour l'activité friches, 0 € (budget initial 2020 : 480 900 € /rectificatif 480 900 €) de participations des partenaires attendues pour l'observation foncière.

Elles comportent également les participations en fonds propres de l'EPF pour ces dispositifs à hauteur de 6 964 000 € (budget initial 2020 : 7 133 000 € /rectificatif 7 094 000 €)

Le total des recettes fléchées s'élève à **17 556 000 €** (budget initial 2020 : 18 328 900 € /rectificatif 18 349 900 €).

Le montant total des recettes s'élève à : **71 713 400 €** (budget initial 2020 : 65 982 300 € /rectificatif 69 028 900 €)

Le solde budgétaire

Le total des dépenses prévu sur 2021 s'élève à 74 049 780 € en Autorisation Engagement et 73 325 500 e en Crédit de Paiement.

Le total des recettes (globalisées et fléchées) s'élève à 71 713 400 €.

Le solde budgétaire est en déficit de 1 612 100 € et traduit la diminution des encaissements prévus pour les cessions, tout en finançant l'activité soutenue concernant les interventions décidée dans le cadre du PPI 2017-2021.

1.3 TABLEAU 3 : DEPENSES PAR DESTINATION – RECETTES PAR ORIGINE (pour INFORMATION)

La mise en place de la GBCP au 1er janvier 2016 impose la présentation des dépenses par destination. Les axes de destination ont été décidés en commun avec les autres EPF.

Les destinations dépenses retenues sont les suivantes et sont rapprochées des quatre enveloppes limitatives citées précédemment (personnels, fonctionnement, intervention, investissement) et ce aussi bien en AE qu'en CP :

- 1 - Logement
- 2 - Développement des activités économiques
- 3 - Protection contre les risques technologiques et naturels
- 4 - Préservation des espaces naturels et agricoles
- 5 - ORCOD (Opérations de Réhabilitation de COpropriétés Dégradées) (EPF Normandie non concerné)
- 6 - Fonctions support

En autorisations d'engagement, l'ensemble des autorisations pour toutes les destinations représente un montant de 74 049 780 €. Les deux destinations principales sont le logement (46%) et le développement des activités économiques (18%).

Les fonctions support englobent le personnel, le fonctionnement dont les participations de l'établissement, les investissements (immobilisations).

En crédits de paiement, l'ensemble des dépenses pour toutes les destinations représente un montant de 73 325 500 €. Les deux destinations principales sont le logement et le développement des activités économiques représentant respectivement 46% et 18 %.

Les fonctions support représentent 27%.

Les recettes, qu'elles soient globalisées ou fléchées, sont présentées en fonction de leur origine :

- cessions foncières
- TSE
- loyers (recettes locatives)
- participations actions cofinancées / subventions
- remboursements
- divers / prestations de service

Sur l'ensemble des recettes qui s'élève à 71 713 400 €, les recettes globalisées représentent 76% et les recettes fléchées représentent 24%.

2. EQUILIBRE FINANCIER

2.1 TABLEAU 4 : EQUILIBRE FINANCIER (pour VOTE)

Ce tableau reprend le solde budgétaire du tableau 2 des autorisations budgétaires. Il est complété en besoins (utilisation des financements) et en financements (couverture des besoins) par les remboursements d'emprunts et les nouveaux emprunts (capital et non les intérêts qui sont dans les charges de fonctionnement du tableau 2) ; par les opérations pour compte de tiers ; par les autres décaissements ou encaissements (exemple : paiement de la TVA).

Il permet d'identifier la variation prévisionnelle de trésorerie.

En 2021, tout comme depuis 2016, l'établissement ne fait pas appel à un emprunt nouveau, en cohérence avec les orientations du PPI.

Au 31 décembre 2020 le solde des emprunts restant à rembourser s'élève à 1 M€.

Le budget initial prévoit un remboursement en capital des emprunts pour près de 500 K€.

Au 31 décembre 2021, le solde des emprunts restant à rembourser s'élèvera à 500 000 €.

Le tableau d'équilibre financier prend en compte le flux de trésorerie lié aux opérations non budgétaires identifié dans le tableau 5 – opérations pour compte de tiers -.

La variation prévisionnelle de trésorerie prévoit une diminution de 3 192 100 €.

2.2 TABLEAU 5 : OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (pour INFORMATION)

Ce document présente les opérations réalisées pour compte de tiers constitué des flux financiers concernant les biens en gestion par l'EPF Normandie pour le compte de l'Etat (taxes foncières, frais d'entretien, de curage ...). Ces biens en gestion délégués se situent essentiellement sur la commune de Val de Reuil. L'enveloppe est stable depuis plusieurs années et s'élève à 28 500 € pour le budget 2021.

Ce tableau fait également apparaître les prévisions d'encaissements et décaissements associées aux opérations relatives à la TVA déductible et collectée.

Le budget 2021 prévoit pour des décaissements pour un total de 4 637 500 € et des encaissements pour 3 557 500 €, soit un solde négatif dû aux flux de TVA.

3. SOUTENABILITE BUDGTAIRE

3.1 TABLEAU 6 : SITUATION PATRIMONIALE (pour VOTE)

3.1.1 Le compte de résultat prévisionnel

Le tableau présente le **Compte de Résultat prévisionnel** avec les charges et les produits. Ce compte de résultat reprend les informations présentées dans le tableau 2 (autorisations budgétaires) en ce qui concerne les trois enveloppes personnel, fonctionnement et intervention.

Il tient compte de la variation de stock (variation stock sortie : il s'agit, en charge, du coût réel des acquisitions qui font l'objet de cessions, non diminué des minorations ; variation stock entrée : il s'agit,

en produits, des coûts enregistrés lors des acquisitions). La variation de stock permet de neutraliser l'impact de la différence entre les acquisitions et les cessions dans l'année sur le résultat de la comptabilité générale.

Pour information, dans le tableau 2 de la comptabilité budgétaire, le montant des cessions foncières, en recettes est de 32,7 M€ tient compte des produits de cession prévus à hauteur de 25,9 M€.

Dans le tableau 6, la variation de stock en sortie prend en compte le coût brut cédé augmenté du montant de la minoration pour les opérations éligibles.

Ces éléments conduisent à un résultat prévisionnel déficitaire de 7 146 200 €.

3.1.2 Le calcul de la capacité d'autofinancement

La capacité d'autofinancement permet d'identifier le montant de trésorerie résultant de l'activité prévisionnelle 2021 (recettes et dépenses). Elle est négative à hauteur de 6 813 700 €.

3.1.3 L'état prévisionnel de la situation patrimoniale en droits constatés

Le tableau présente l'état prévisionnel de la situation patrimoniale en droits constatés et conduit ensuite à identifier la variation prévisionnelle du fonds de roulement.

Au titre du budget 2021, celui-ci prévoit un prélèvement sur le fonds de roulement à hauteur de 7 525 700 € (compatible avec le niveau de trésorerie positif actuel et prévisionnel).

3.1.4 La variation et le niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

La variation et niveaux du fonds de roulement et besoin en fonds de roulement ont été recalculés en prenant en compte les chiffres issus du budget rectificatif 2020.

Dans ce budget rectificatif, le montant de la trésorerie au 31 décembre 2020 est estimé à environ 25,3 M€. Compte tenu de la variation de trésorerie prévue sur l'exercice 2021 de -3,1 M€, le montant prévisionnel de la trésorerie au 31 décembre 2021 est évalué à 22,1 M€.

3.21 TABLEAU 7 : PLAN DE TRESORERIE (pour INFORMATION)

Ce tableau identifie les différents postes de recettes et de dépenses de l'établissement sur l'année 2021. Il permet de présenter les variations de trésorerie prévisionnelles tout au long de l'année.

3.3 TABLEAU 8 : OPERATIONS LIEES AUX RECETTES FLECHEES (pour INFORMATION)

Ce tableau identifie les différents postes de recettes et de dépenses de l'établissement sur l'année 2021 pour les opérations fléchées en début d'exercice (friches et observation foncière).

3.4 TABLEAUX 9 : OPERATIONS PLURIANNUELLES (pour INFORMATION)

Il comporte une présentation détaillée des opérations principales prévues pour les acquisitions foncières, cœur de métier de l'établissement.

3.5 TABLEAU 10 : SYNTHESE BUDGETAIRE ET COMPTABLE

Le tableau de synthèse récapitule les données pertinentes pour analyser la situation financière de l'établissement et permet de décomposer les liens existants entre la comptabilité budgétaire et la comptabilité générale. Il matérialise les enjeux financiers de l'établissement.

Le tableau des autorisations budgétaires présente un solde budgétaire en déficit de 1 612 100 €.

Le résultat prévisionnel comptable prévoit une perte de 7 146 200 €. Le résultat retraité permet d'identifier une insuffisance d'autofinancement à hauteur de 6 813 700 €, et induit un prélèvement sur le fonds de roulement de 7 525 700 €.

Le niveau des restes-à-payer est évalué à 31,2 M€ fin 2021.

Il n'est pas prévu de recours à l'emprunt pour 2021. Le remboursement des emprunts existants à hauteur de 500 K€ permettra de poursuivre la réduction de l'endettement de l'établissement (500 k€ restant dû fin 2021).

Compte tenu de la trésorerie disponible estimée fin 2020 à 25,3 M€, la trésorerie à fin 2021 est estimée à 22,1 M€. Ce niveau reste nécessaire à l'exécution du PPI 2017-2021, et notamment pour les dossiers et travaux engagés qui se finaliseront en 2022 et 2023. Il doit permettre également d'amorcer une nouvelle convention avec la région Normandie, en lien avec le futur PPI de l'établissement pour la période 2022-2026.

Compte tenu de ces différents agrégats, le budget 2021 présenté est soutenable.

TABLEAU 1
Autorisations d'emplois
Budget initial 2021

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des autorisations d'emplois

| | Plafond organisme (= a + b) |
|--|--------------------------------|
| Autorisation d'emplois rémunérés par l'organisme en ETPT | 77 |

| | |
|---|---|
| Rappel du plafond d'emplois notifié par le responsable de programme en ETPT (c) : | 0 |
|---|---|

NB: Pour les opérateurs de l'Etat, l'autorisation d'emplois sous plafond LFI (a) doit être inférieure ou égale au plafond notifié par le responsable du programme chef de file du budget général de l'Etat (c).

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Pour information : [tableau détaillé des emplois rémunérés par l'organisme \(décomptant dans le plafond des autorisations d'emp](#)

| | PLAFOND ORGANISME | |
|---|-------------------|-------------------------|
| | ETPT | Dépenses de personnel * |
| TOTAL DES EMPLOIS REMUNERES PAR L'ORGANISME ET DES AUTRES DEPENSES DE PERSONNEL (1 + 2 + 3 + 4) | 77 | 3 470 000 |
| 1 - TITULAIRES | 0 | 0 |
| * Titulaires État | 0 | 0 |
| * Titulaires organisme (corps propre) | 0 | 0 |
| 2 - CONTRACTUELS | 77 | 3 470 000 |
| * Contractuels de droit public | 6,1 | 480 000 |
| - CDI | | |
| - CDD | | |
| . Titulaires détachés sur contrat auprès de l'organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme) | 6,1 | 480 000 |
| * Contractuels de droit privé | 70,9 | 2 990 000 |
| - CDI | | |
| - CDD | | |
| 3 - CONTRATS AIDES | 0 | 0 |
| 4 - AUTRES DEPENSES DE PERSONNEL (autres agents rémunérés à l'acte, à la tâche, prestations sociales, allocations diverses, impôts et taxes associés...) | | 0 |

* Dépenses de personnel relevant de l'enveloppe de dépenses de personnel du budget de l'organisme (en AE=CP). Le total des dépenses de personnel mentionné dans le tableau ci-dessus doit être égal au montant total des dépenses de personnel figurant dans le tableau des autorisations budgétaires. Par ailleurs, le total des emplois doit être égal au plafond d'autorisation d'emplois voté par l'organe délibérant (figurant ci-dessus pour vote).

Pour information : [tableau détaillé des emplois rémunérés par l'organisme et décomptant le plafond des autorisations d'emplois](#)
(Mises à disposition sortantes - ETPT et dépenses de personnel inclus dans le précédent tableau)

| | EMPLOIS EN FONCTION DANS UNE AUTRE ENTITE, REMUNERES PAR L'ORGANISME ET DECOMPTES DANS SON PLAFOND D'AUTORISATION D'EMPLOIS | |
|--|---|--------------------------|
| | ETPT ** | Dépenses de personnel ** |
| EMPLOIS REMUNERES PAR L'ORGANISME (5 + 6) | 0 | 0 |
| 5 - EMPLOIS REMBOURSES A L'ORGANISME | 0 | 0 |
| 6 - EMPLOIS NON REMBOURSES A L'ORGANISME | 0 | 0 |

** Nombre d'emplois en ETPT décomptés dans le plafond d'autorisation d'emplois de l'organisme soumis au vote de l'organe délibérant et dépenses afférentes relevant de l'enveloppe de personnel du budget de l'organisme.

Pour information : [tableau détaillé des emplois rémunérés par d'autres personnes morales et ne décomptant pas dans le plafond](#)
(Mise à disposition entrantes)

| | EMPLOIS EN FONCTION DANS L'ORGANISME NON REMUNERES PAR LUI ET NON DECOMPTES DANS SON PLAFOND D'AUTORISATION D'EMPLOIS | |
|---|---|--------------------------------|
| | ETPT *** | Dépenses de fonctionnement *** |
| EMPLOIS REMUNERES PAR D'AUTRES PERSONNES MORALES (7 + 8) | 0 | 0 |
| 7 - EMPLOIS REMBOURSES PAR L'ORGANISME | 0 | 0 |
| 8 - EMPLOIS NON REMBOURSES PAR L'ORGANISME | 0 | 0 |

*** Nombre d'emplois en ETPT non décomptés dans le plafond d'autorisation d'emplois de l'organisme soumis au vote de l'organe délibérant et dépenses afférentes relevant de l'enveloppe de fonctionnement du budget de l'organisme.

TABLEAU 2
Autorisations Budgétaires 2021
Budget initial

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

| DEPENSES | | | | | | |
|--|---|-------------------|---|-------------------|--|-------------------|
| | Montants Budget Initial 2020 (votés au CA du 25/11/2019) | | Montants Budget Rectificatif 2020 (proposition soumise au vote du CA du 27/11/2020) | | Montants Budget Initial 2021 (proposition soumise au vote du CA du 27/11/2020) | |
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| Personnel | 6 088 000 | 6 088 000 | 6 088 000 | 6 088 000 | 6 170 000 | 6 170 000 |
| <i>dont contributions employeur au CAS Pension</i> | 135 000 | 135 000 | 135 000 | 135 000 | 135 000 | 135 000 |
| | | | - | - | | |
| Fonctionnement | 48 146 300 | 45 969 300 | 41 055 600 | 39 989 900 | 48 216 080 | 45 376 500 |
| <i>dont Action foncière</i> | 34 581 000 | 32 620 000 | 26 700 000 | 26 845 000 | 33 620 000 | 31 000 000 |
| <i>dont études liées à l'Innovation</i> | 390 000 | 390 000 | 139 000 | 39 000 | 880 000 | 448 000 |
| <i>dont études flash</i> | 200 000 | 171 000 | 179 000 | 213 000 | 244 000 | 216 000 |
| <i>dont Etudes Fprh</i> | 78 000 | 98 000 | 55 000 | 93 000 | 80 000 | 90 000 |
| <i>dont gestion patrimoniale</i> | 535 000 | 243 000 | 1 811 000 | 613 000 | 425 000 | 575 000 |
| <i>dont moyens généraux</i> | 3 923 300 | 4 008 300 | 3 746 600 | 3 761 900 | 3 914 080 | 3 994 500 |
| <i>dont participations</i> | 8 439 000 | 8 439 000 | 8 425 000 | 8 425 000 | 9 053 000 | 9 053 000 |
| | | | - | - | | |
| | | | - | - | | |
| Investissements | 349 000 | 188 000 | 199 760 | 151 400 | 364 700 | 212 000 |
| | | | - | - | | |
| | | | - | - | | |
| Intervention | 21 250 000 | 21 265 000 | 19 298 000 | 22 099 000 | 19 299 000 | 21 567 000 |
| <i>dont Activité friches</i> | 20 000 000 | 20 000 000 | 18 000 000 | 21 000 000 | 18 000 000 | 20 000 000 |
| <i>dont observation foncière</i> | 450 000 | 465 000 | 364 000 | 209 000 | 400 000 | 447 000 |
| <i>dont études générales</i> | 800 000 | 800 000 | 934 000 | 890 000 | 899 000 | 1 120 000 |
| | | | - | - | | |
| | | | - | - | | |
| TOTAL DES DEPENSES AE (A) CP (B) | 75 833 300 | 73 510 300 | 66 641 360 | 68 328 300 | 74 049 780 | 73 325 500 |
| | | | - | - | | |
| SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B) | | - | | 700 600 | | - |

| RECETTES | | | |
|---|---|--|--|
| Montants Budget Initial 2020 (votés au CA du 25/11/2019) | Montants Budget Rectificatif 2020 (proposition soumise au vote du CA du 27/11/2020) | Montants Budget Initial 2021 (proposition soumise au vote du CA du 27/11/2020) | |
| REC | REC | REC | |
| 47 653 400 | 50 679 000 | 54 157 400 | Recettes globalisées |
| 10 695 000 | 10 695 000 | 12 967 500 | TSE |
| | - | | |
| | - | | |
| 30 000 000 | 33 524 000 | 32 700 000 | Cessions foncières |
| 497 500 | 276 500 | 276 500 | Recettes locatives |
| 1 306 000 | 1 331 000 | 2 089 000 | Participations en fonds propres |
| 2 934 900 | 2 549 500 | 3 904 400 | Participations des partenaires |
| 2 080 000 | 2 080 000 | 2 080 000 | Remboursements |
| 140 000 | 223 000 | 140 000 | Autres Recettes |
| | - | | |
| | - | | |
| | - | | |
| | - | | |
| | - | | |
| | - | | |
| 18 328 900 | 18 349 900 | 17 556 000 | Recettes fléchées (*) |
| 7 133 000 | 7 094 000 | 6 964 000 | Participations fonds propres fléchés |
| 10 715 000 | 10 775 000 | 10 592 000 | Participations des partenaires friches |
| 480 900 | 480 900 | - | Participations observations foncières |
| | - | | |
| | - | | |
| 65 982 300 | 69 028 900 | 71 713 400 | TOTAL DES RECETTES (C) |
| | - | | |
| 7 528 000 | - | 1 612 100 | SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C) |

(*) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

TABLEAU 3
Dépenses par destination - Recettes par origine
Budget Initial 2021

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Les axes de destination ont décidés en commun accord avec l'ensemble des EPF.

| Budget | DEPENSES | | | | | | | | | |
|---|------------------|------------------|-------------------|-------------------|----------------------------------|-------------------|----------------|----------------|-------------------|-------------------|
| | Personnel | | Fonctionnement | | Intervention (le cas échéant) | | Investissement | | Total | |
| | AE BI 2021 | CP BI 2021 | AE BI 2021 | CP BI 2021 | AE BI 2021 | CP BI 2021 | AE BI 2021 | CP BI 2021 | AE BI 2021 | CP BI 2021 |
| 1. Logement | - | - | 20 240 100 | 18 067 000 | 14 029 000 | 15 367 830 | - | - | 34 269 100 | 33 434 830 |
| 2. Développement des activités économiques | - | - | 8 548 000 | 7 637 000 | 4 755 000 | 5 604 170 | - | - | 13 303 000 | 13 241 170 |
| 3. Protection contre les risques technologiques et naturels | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 4. Préservation des espaces naturels et agricoles | - | - | 6 035 900 | 6 050 000 | 515 000 | 595 000 | - | - | 6 550 900 | 6 645 000 |
| 5. ORCOD | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 6. Fonctions support | 6 170 000 | 6 170 000 | 13 392 080 | 13 622 500 | - | - | 364 700 | 212 000 | 19 926 780 | 20 004 500 |
| TOTAL | 6 170 000 | 6 170 000 | 48 216 080 | 45 376 500 | 19 299 000 | 21 567 000 | 364 700 | 212 000 | 74 049 780 | 73 325 500 |
| SOLDE BUDGETAIRE (excédent) D1 = C - B | | | | | | | | | | - |

Tableau des recettes par origine (facultatif)

Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

| Budget | RECETTES | | | | | | | |
|---|----------------------|-------------------|-----------------------------|-----------------------------|-----------------------------|---------------------------|-----------------------------|-------------------|
| | Recettes globalisées | | | | Recettes fléchées | | | Total BI 2021 (C) |
| | Fiscalité affectée | Recettes propres | Financement des partenaires | Autres financements publics | Financement des partenaires | Recettes propres fléchées | Autres financements publics | |
| Cessions foncières | | 32 700 000 | | | | | | 32 700 000 |
| TSE | 12 967 500 | | | | | | | 12 967 500 |
| Loyers (Recettes locatives) | | 276 500 | | | | | | 276 500 |
| Participations actions co-financées/subventions | | 2 089 000 | 3 904 400 | | 10 592 000 | 6 964 000 | | 23 549 400 |
| Remboursements | | 2 080 000 | | | | | | 2 080 000 |
| Divers/Prestations de service | | 140 000 | | | | | | 140 000 |
| | | | | | | | | - |
| | | | | | | | | - |
| TOTAL | 12 967 500 | 37 285 500 | 3 904 400 | - | 10 592 000 | 6 964 000 | - | 71 713 400 |
| SOLDE BUDGETAIRE (déficit) D2 = B - C | | | | | | | | 1 612 100 |

TABLEAU 4
Tableau d'Equilibre Financier en Exécution
Budget Initial 2021

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

| BESOINS | | | |
|---|--|--|--|
| | Montants Budget Initial 2020 (votés du CA du 25/11/2019) | Montants Rectificatif 2020 (proposition soumise au vote du CA du 27/11/2020) | Montants Budget Initial 2021 (proposition soumise au vote du CA du 27/11/2020) |
| Solde budgétaire (déficit) (D2)* | 7 528 000 | - | 1 612 100 |
| <i>dont Budget Principal</i> | 7 528 000 | - | 1 612 100 |
| <i>dont Budget Annexe</i> | | | |
| Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements, consignations (b1) | 7 500 000 | 715 000 | 500 000 |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)** - dont TVA | 4 547 500 | 4 732 500 | 4 637 500 |
| Autres décaissements non budgétaires (e1) | 500 000 | 1 105 700 | |
| Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1) | 20 075 500 | 6 553 200 | 6 749 600 |
| ABONDEMENT de la trésorerie (I)=(2) - (1) | - | 2 123 400 | - |
| <i>dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)***</i> | - | - | - |
| <i>dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)</i> | - | 4 982 500 | - |
| TOTAL DES BESOINS (1) + (I) | 20 075 500 | 8 676 600 | 6 749 600 |

| FINANCEMENTS | | | |
|--|--|--|--|
| Montants Budget Initial 2020 (proposition soumise au vote du CA du 25/11/2019) | Montants Rectificatif 2020 (proposition soumise au vote du CA du 27/11/2020) | Montants Budget Initial 2021 (proposition soumise au vote du CA du 27/11/2020) | |
| - | 700 600 | - | Solde budgétaire (excédent) (D1)* |
| - | 700 600 | - | <i>dont Budget Principal</i> |
| | | | <i>dont Budget Annexe</i> |
| 1 500 000 | 3 500 000 | | Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements, déconsignations (b2) |
| 3 113 500 | 3 476 000 | 3 557 500 | Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)** - dont TVA |
| 6 000 000 | 1 000 000 | | Autres encaissements non budgétaires (e2) |
| 10 613 500 | 8 676 600 | 3 557 500 | Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2) |
| 9 462 000 | - | 3 192 100 | PRELEVEMENT de la trésorerie (II)=(1) - (2) |
| 2 136 100 | 2 859 100 | 2 891 000 | <i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)***</i> |
| 7 325 900 | - | 301 100 | <i>dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)</i> |
| 20 075 500 | 8 676 600 | 6 749 600 | TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II) |

(*) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"

(**) Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers"

(***) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

TABLEAU 5
Opérations pour compte de tiers
Budget Initial 2021

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

| Opérations ou regroupement d'opérations de même nature | Comptes | Libellé | Budget initial | Budget initial |
|---|-----------------|--|-------------------|--------------------|
| | | | Débit (c1) | Crédit (c2) |
| Gestion des biens ETAT | C 4678/C 4678 | Biens de l'ETAT dont la gestion est déléguée à l'E.P.F. | 28 500 | 28 500 |
| TVA | C 4456 / C 4457 | TVA déductible et collectée | 4 609 000 | 3 529 000 |
| TOTAL | | | 4 637 500 | 3 557 500 |

(c1) et (c2) étant repris au tableau "Equilibre financier"

TABLEAU 6
Situation patrimoniale
Budget Initial 2021

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

| CHARGES | Montants Budget Initial 2020 (proposition soumise au vote du CA du 25/11/2019) | Montants Budget Rectificatif 2020 (proposition soumise au vote du CA du 27/11/2020) | Montants Budget Initial 2021 (proposition soumise au vote du CA du 27/11/2020) | PRODUITS | Montants Budget Initial 2020 (proposition soumise au vote du CA du 25/11/2019) | Montants Budget Rectificatif 2020 (proposition soumise au vote du CA du 27/11/2020) | Montants Budget Initial 2021 (proposition soumise au vote du CA du 27/11/2020) |
|---|--|---|--|---|--|---|--|
| Personnel | 6 088 000 | 6 088 000 | 6 170 000 | Cessions (comptabilisées) | 30 000 000 | 29 524 000 | 25 950 000 |
| <i>dont charges de pensions civiles*</i> | | | | Fiscalité affectée | 10 695 000 | 10 695 000 | 12 967 500 |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel | 45 969 300 | 39 989 900 | 45 376 500 | Autres subventions | 22 569 800 | 22 230 400 | 23 549 400 |
| Intervention (le cas échéant) | 21 265 000 | 22 099 000 | 21 567 000 | Autres produits | 2 717 500 | 2 579 500 | 2 496 500 |
| Variation de stock (sortie) | 26 775 000 | 31 271 500 | 29 996 100 | Variation de stock (entrée) | 32 620 000 | 25 625 000 | 31 000 000 |
| TOTAL DES CHARGES (1) | 100 097 300 | 99 448 400 | 103 109 600 | TOTAL DES PRODUITS (2) | 98 602 300 | 90 653 900 | 95 963 400 |
| Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1) | - | - | - | Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2) | 1 495 000 | 8 794 500 | 7 146 200 |
| TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4) | 100 097 300 | 99 448 400 | 103 109 600 | TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4) | 100 097 300 | 99 448 400 | 103 109 600 |

* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions

Calcul de la capacité d'autofinancement

| | Montants Budget Initial 2020 (proposition soumise au vote du CA du 25/11/2019) | Montants Budget Rectificatif 2020 (proposition soumise au vote du CA du 27/11/2020) | Montants Budget Initial 2021 (proposition soumise au vote du CA du 27/11/2020) |
|---|--|---|--|
| Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4)) | - 1 495 000 | - 8 794 500 | - 7 146 200 |
| + dotations aux amortissements, dépréciations et provisions | 320 000 | 305 000 | 332 500 |
| - reprises sur amortissements, dépréciations et provisions | - | - | - |
| + valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés | | | |
| - produits de cession d'éléments d'actifs | | | |
| - quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice | | | |
| = capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF) | - 1 175 000 | - 8 489 500 | - 6 813 700 |

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

| EMPLOIS | Montants Budget Initial 2020 (proposition soumise au vote du CA du 25/11/2019) | Montants Budget Rectificatif 2020 (proposition soumise au vote du CA du 27/11/2020) | Montants Budget Initial 2021 (proposition soumise au vote du CA du 27/11/2020) | RESSOURCES | Montants Budget Initial 2020 (proposition soumise au vote du CA du 25/11/2019) | Montants Budget Rectificatif 2020 (proposition soumise au vote du CA du 27/11/2020) | Montants Budget Initial 2021 (proposition soumise au vote du CA du 27/11/2020) |
|--|--|---|--|--|--|---|--|
| Insuffisance d'autofinancement | 1 175 000 | 8 489 500 | 6 813 700 | Capacité d'autofinancement | - | - | - |
| Investissements | 188 000 | 151 400 | 212 000 | Financement de l'actif par l'État | | | |
| Remboursement des dettes financières | 500 000 | 500 000 | 500 000 | Financement de l'actif par des tiers autres que l'État | | | |
| | | | | Autres ressources | | | |
| | | | | Augmentation des dettes financières | | | |
| TOTAL DES EMPLOIS (5) | 1 863 000 | 9 140 900 | 7 525 700 | TOTAL DES RESSOURCES (6) | - | - | - |
| Apport au fonds de roulement (7) = (6)-(-5) | - | - | - | Prélèvement sur fonds de roulement (8) = (5)-(-6) | 1 863 000 | 9 140 900 | 7 525 700 |

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

| | Montants Budget Initial 2020 (proposition soumise au vote du CA du 25/11/2019) | Budget Rectificatif n°1 2020 | Montants Budget Initial 2020 (proposition soumise au vote du CA du 25/11/2019) |
|---|--|------------------------------|--|
| Variation du FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8) | - 1 863 000 | - 9 140 900 | - 7 525 700 |
| Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE) | 7 599 000 | 11 264 300 | 4 333 600 |
| Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)* | - 9 462 000 | 2 123 400 | 3 192 100 |
| Niveau du FONDS DE ROULEMENT | 229 670 595 | 222 392 695 | 214 866 995 |
| Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT | 215 931 423 | 197 068 123 | 192 734 523 |
| Niveau de la TRESORERIE | 13 739 172 | 25 324 572 | 22 132 472 |

* Montant issu du tableau "Equilibre financier"

TABLEAU 7 : Trésorerie EPF Normandie
Plan de trésorerie 2021

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

| | BUDGET 2021 | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Jun | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | TOTAL Variation de trésorerie annuelle |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--|
| SOLDE INITIAL réel (début de mois) | 25 324 572 | 25 324 572 | 28 114 353 | 32 929 832 | 35 876 209 | 38 352 798 | 41 609 017 | 42 996 134 | 42 510 799 | 38 906 944 | 33 090 583 | 25 591 928 | 22 614 457 | |
| ENCAISSEMENTS | | | | | | | | | | | | | | |
| Recettes budgétaires globalisées | 54 157 400 | 4 787 716 | 5 611 514 | 4 375 817 | 5 611 514 | 5 611 514 | 4 375 817 | 5 199 615 | 5 199 615 | 3 552 019 | 3 140 120 | 3 552 019 | 3 140 120 | 54 157 400 |
| Cessions | 32 700 000 | 2 943 000 | 3 597 000 | 2 616 000 | 3 597 000 | 3 597 000 | 2 616 000 | 3 270 000 | 3 270 000 | 1 962 000 | 1 635 000 | 1 962 000 | 1 635 000 | 32 700 000 |
| Fiscalité affectée - Taxe spéciale d'équipement | 12 967 500 | 1 080 625 | 1 080 625 | 1 080 625 | 1 080 625 | 1 080 625 | 1 080 625 | 1 080 625 | 1 080 625 | 1 080 625 | 1 080 625 | 1 080 625 | 1 080 625 | 12 967 500 |
| Recettes Locatives | 276 500 | 24 885 | 30 415 | 22 120 | 30 415 | 30 415 | 22 120 | 27 650 | 27 650 | 16 590 | 13 825 | 16 590 | 13 825 | 276 500 |
| Participations en fonds propres | 2 089 000 | 188 010 | 229 790 | 167 120 | 229 790 | 229 790 | 167 120 | 208 900 | 208 900 | 125 340 | 104 450 | 125 340 | 104 450 | 2 089 000 |
| Participations des partenaires | 3 904 400 | 351 396 | 429 484 | 312 352 | 429 484 | 429 484 | 312 352 | 390 440 | 390 440 | 234 264 | 195 220 | 234 264 | 195 220 | 3 904 400 |
| Remboursements | 2 080 000 | 187 200 | 228 800 | 166 400 | 228 800 | 228 800 | 166 400 | 208 000 | 208 000 | 124 800 | 104 000 | 124 800 | 104 000 | 2 080 000 |
| Autres Recettes | 140 000 | 12 600 | 15 400 | 11 200 | 15 400 | 15 400 | 11 200 | 14 000 | 14 000 | 8 400 | 7 000 | 8 400 | 7 000 | 140 000 |
| Recettes budgétaires fléchées | 17 556 000 | 1 580 040 | 1 931 160 | 1 404 480 | 1 931 160 | 1 931 160 | 1 404 480 | 1 755 600 | 1 755 600 | 1 053 360 | 877 800 | 1 053 360 | 877 800 | 17 556 000 |
| Recettes propres fléchées | 6 964 000 | 626 760 | 766 040 | 557 120 | 766 040 | 766 040 | 557 120 | 696 400 | 696 400 | 417 840 | 348 200 | 417 840 | 348 200 | 6 964 000 |
| Participations des partenaires friches fléchées | 10 592 000 | 953 280 | 1 165 120 | 847 360 | 1 165 120 | 1 165 120 | 847 360 | 1 059 200 | 1 059 200 | 635 520 | 529 600 | 635 520 | 529 600 | 10 592 000 |
| Autres participations des partenaires friches fléchées (Observation) | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Opérations non budgétaires | 3 557 500 | 320 175 | 391 325 | 284 600 | 391 325 | 391 325 | 284 600 | 355 750 | 355 750 | 213 450 | 177 875 | 213 450 | 177 875 | 3 557 500 |
| Emprunts : encaissements en capital | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Prêts : encaissement en capital | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Dépôts et cautionnements | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Opérations gérées en comptes de tiers : | 3 557 500 | 320 175 | 391 325 | 284 600 | 391 325 | 391 325 | 284 600 | 355 750 | 355 750 | 213 450 | 177 875 | 213 450 | 177 875 | 3 557 500 |
| - TVA encasée | 3 529 000 | 317 610 | 388 190 | 282 320 | 388 190 | 388 190 | 282 320 | 352 900 | 352 900 | 211 740 | 178 450 | 211 740 | 178 450 | 3 529 000 |
| - Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : encaissements | 28 500 | 2 565 | 3 135 | 2 280 | 3 135 | 3 135 | 2 280 | 2 850 | 2 850 | 1 710 | 1 425 | 1 710 | 1 425 | 28 500 |
| - Autres encaissements d'opérations gérées en comptes de tiers | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| ENCAISSEMENTS A. TOTAL | 75 270 900 | 6 687 931 | 7 933 999 | 6 064 897 | 7 933 999 | 7 933 999 | 6 064 897 | 7 310 965 | 7 310 965 | 4 818 829 | 4 195 795 | 4 818 829 | 4 195 795 | 75 270 900 |
| DECAISSEMENTS | | | | | | | | | | | | | | |
| Dépenses liées à des recettes globalisées | 52 878 500 | 2 643 925 | 2 115 140 | 2 115 140 | 3 701 495 | 3 172 710 | 3 172 710 | 5 287 850 | 7 402 990 | 6 874 205 | 7 931 775 | 5 287 850 | 3 172 710 | 52 878 500 |
| Personnel | 6 170 000 | 308 500 | 246 800 | 246 800 | 431 900 | 370 200 | 370 200 | 617 000 | 863 800 | 802 100 | 925 500 | 617 000 | 370 200 | 6 170 000 |
| Fonctionnement | 45 376 500 | 2 268 825 | 1 815 060 | 1 815 060 | 3 176 355 | 2 722 590 | 2 722 590 | 4 537 650 | 6 352 710 | 5 898 945 | 6 806 475 | 4 537 650 | 2 722 590 | 45 376 500 |
| Fonctionnement N-1 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Intervention | 1 120 000 | 56 000 | 44 800 | 44 800 | 78 400 | 67 200 | 67 200 | 112 000 | 156 800 | 145 600 | 168 000 | 112 000 | 67 200 | 1 120 000 |
| Investissement (Immo incorporelles, corporelles et financières) | 212 000 | 10 600 | 8 480 | 8 480 | 14 840 | 12 720 | 12 720 | 21 200 | 29 680 | 27 560 | 31 800 | 21 200 | 12 720 | 212 000 |
| Dépenses liées à des recettes fléchées | 20 447 000 | 1 022 350 | 817 880 | 817 880 | 1 431 290 | 1 226 820 | 1 226 820 | 2 044 700 | 2 862 580 | 2 658 110 | 3 067 050 | 2 044 700 | 1 226 820 | 20 447 000 |
| Personnel | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Fonctionnement | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Intervention | 20 447 000 | 1 022 350 | 817 880 | 817 880 | 1 431 290 | 1 226 820 | 1 226 820 | 2 044 700 | 2 862 580 | 2 658 110 | 3 067 050 | 2 044 700 | 1 226 820 | 20 447 000 |
| Investissement | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Opérations non budgétaires (emprunts) | 5 137 500 | 231 875 | 185 500 | 185 500 | 324 625 | 278 250 | 278 250 | 463 750 | 649 250 | 1 102 875 | 695 625 | 463 750 | 278 250 | 5 137 500 |
| Emprunts : remboursements en capital | 500 000 | - | - | - | - | - | - | - | - | 500 000 | - | - | - | 500 000 |
| Emprunts : remboursements anticipés en capital | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Prêts : décaissements en capital | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Dépôts et cautionnements | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Opérations gérées en comptes de tiers : | 4 637 500 | 231 875 | 185 500 | 185 500 | 324 625 | 278 250 | 278 250 | 463 750 | 649 250 | 602 875 | 695 625 | 463 750 | 278 250 | 4 637 500 |
| - TVA décaissée | 4 609 000 | 230 450 | 184 360 | 184 360 | 322 630 | 276 540 | 276 540 | 460 900 | 645 260 | 599 170 | 691 350 | 460 900 | 276 540 | 4 609 000 |
| - Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : décaissements | 28 500 | 1 425 | 1 140 | 1 140 | 1 995 | 1 710 | 1 710 | 2 850 | 3 990 | 3 705 | 4 275 | 2 850 | 1 710 | 28 500 |
| - Autres décaissements d'opérations gérées en comptes de tiers | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| DECAISSEMENTS B. TOTAL | 78 463 000 | 3 898 150 | 3 118 520 | 3 118 520 | 5 457 410 | 4 677 760 | 4 677 760 | 7 796 300 | 10 914 820 | 10 635 190 | 11 694 450 | 7 796 300 | 4 677 760 | 78 463 000 |
| (2) SOLDE DU MOIS = A - B | 3 192 100 | 2 789 781 | 4 815 479 | 2 946 377 | 2 476 589 | 3 256 239 | 1 387 117 | 485 335 | 3 603 855 | 5 816 361 | 7 498 655 | 2 977 471 | 481 985 | 3 192 100 |
| Trésorerie prévisionnelle disponible à court terme | 22 132 472 | 28 114 353 | 32 929 832 | 35 876 209 | 38 352 798 | 41 609 017 | 42 996 134 | 42 510 799 | 38 906 944 | 33 090 583 | 25 591 928 | 22 614 457 | 22 132 472 | |

TABLEAU 8
Opérations liées aux recettes fléchées
Budget Initial 2021

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

| | Antérieures à N non dénouées | 2020 - BR1 | 2021 | 2022 | 2023 et suivantes | TOTAL |
|---|---------------------------------|-------------------|-------------------|------|-------------------|-------------------|
| Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a) | | | | | | |
| Recettes fléchées (b) | - | 18 349 900 | 17 556 000 | - | - | 48 981 700 |
| Financements de l'État fléchés | | | | | | - |
| Autres financements publics fléchés | | 11 255 900 | 10 592 000 | | | 29 427 700 |
| Recettes propres fléchées | | 7 094 000 | 6 964 000 | | | 19 554 000 |
| | | | | | | - |
| Dépenses sur recettes fléchées CP (c) | - | 21 209 000 | 20 447 000 | - | - | 57 290 000 |
| Personnel | | | | | | - |
| AE=CP | | | | | | - |
| Fonctionnement | | | | | | - |
| AE | | | | | | - |
| CP | | | | | | - |
| Intervention | | | | | | - |
| AE | | 18 364 000 | 18 400 000 | | | 62 622 000 |
| CP | | 21 209 000 | 20 447 000 | | | 57 290 000 |
| Investissement | | | | | | - |
| AE | | | | | | - |
| CP | | | | | | - |
| Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c) | - | - 2 859 100 | - 2 891 000 | - | - | - 8 308 300 |

Au cas où l'organisme utilise ce tableau pour un suivi individuel par opération, cette seconde partie permet de vérifier l'équilibre final de chaque opération.

| | | | | | | |
|--|---|-------------|-------------|---|---|-------------|
| Autofinancement des opérations fléchées (d) | | | | | | |
| Opérations de trésorerie (décaissements) financées par recettes fléchées (e) | | | | | | |
| Position de financement des opérations fléchées en fin d'exercice (a) + (b) - (c) + (d) - (e) | - | - 2 859 100 | - 2 891 000 | - | - | - 8 308 300 |

TABLEAU 10
Synthèse budgétaire et comptable
Budget Initial 2021

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

| | | Budget Rectificatif 2020 | Budget Initial 2021 | | |
|-------------------------|---|---|---------------------|-------------|------------|
| Niveaux initiaux | 1 | Niveau initial de restes à payer | 30 278 681 | 31 965 621 | |
| | 2 | Niveau initial du fonds de roulement | 231 533 595 | 222 392 695 | |
| | 3 | Niveau initial du besoin en fonds de roulement | 208 332 423 | 197 068 123 | |
| | 4 | Niveau initial de la trésorerie | 23 201 172 | 25 324 572 | |
| | 4.a | dont niveau initial de la trésorerie fléchée | | | |
| 4.b | dont niveau initial de la trésorerie non fléchée | | | | |
| Flux de l'année | 5 | Autorisations d'engagement | 66 641 360 | 74 049 780 | |
| | 6 | Résultat patrimonial | -8 794 500 | -7 146 200 | |
| | 7 | Capacité d'autofinancement (CAF) | -8 489 500 | -6 813 700 | |
| | 8 | Variation du fonds de roulement | -9 140 900 | -7 525 700 | |
| | 9 | Opérations sur dettes financières, capitaux propres et créances immobilisées sans impact budgétaire | SENS | -715 000 | -500 000 |
| | 10 | Opérations du compte de résultat sans flux de trésorerie, non retraitées par la CAF | SENS | -3 566 500 | 3 083 900 |
| | | Variation des stocks | + / - | -5 646 500 | 1 003 900 |
| | | Charges sur créances irrécouvrables | - | | |
| | | Produits divers de gestion courante | + | 2 080 000 | 2 080 000 |
| | 11 | Opérations budgétaires et comptables avec différence de fait générateur de trésorerie | SENS | -5 560 000 | -8 497 500 |
| | | Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs | + / - | | |
| | | Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours | + / - | | |
| | | Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs | + / - | | |
| | | Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours | + / - | | |
| | 12 | Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11 | | 700 600 | -1 612 100 |
| | 13 | Flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires | | -1 422 800 | 1 580 000 |
| 14 | Variation de la trésorerie = 12 - 13 | | 2 123 400 | -3 192 100 | |
| 14.a | dont variation de la trésorerie fléchée | | -2 859 100 | -2 891 000 | |
| 14.b | dont variation de la trésorerie non fléchée | | 4 982 500 | -301 100 | |
| 15 | Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13 | | -11 264 300 | -4 333 600 | |
| 16 | Variation des restes à payer | | 1 686 940 | -724 280 | |
| Niveaux finaux | 17 | Niveau final de restes à payer | 31 965 621 | 31 241 341 | |
| | 18 | Niveau final du fonds de roulement | 222 392 695 | 214 866 995 | |
| | 19 | Niveau final du besoin en fonds de roulement | 197 068 123 | 192 734 523 | |
| | 20 | Niveau final de la trésorerie | 25 324 572 | 22 132 472 | |
| | 20.a | dont niveau final de la trésorerie fléchée | | | |
| 20.b | dont niveau final de la trésorerie non fléchée | | | | |

Comptabilité budgétaire
Comptabilité générale